

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 février 2026

Mon état de santé est toujours précaire, et j'ai eu toute les peines du monde à terminer cet article qui ne me satisfait pas. Mais bon, rester silencieux quand on entend ou lit n'importe quoi quotidiennement, c'est une torture insupportable, cela me rend malade dans tous les sens du terme.

Que valent les vociférations de Trump et leurs interprétations par les médias mainstream et alternatifs, quand il menace tous les pays de représailles financières ou militaires, au cas où ils défieraient ses injonctions ou ne prendraient pas au sérieux ses diktats ? Que dal ou autre chose que ce qu'on vous raconte.

A les entendre, il serait fou ou il serait prêt à mettre la planète entière à feu et à sang, à guerroyer de Caracas à Copenhague, en passant par Bamako ou Téhéran. En fait, il n'en est rien, et je vais vous expliquer rapidement pourquoi, vous allez voir, c'est très simple à comprendre et logique, d'ailleurs, vous pourrez le vérifier vous-même.

Nous ne sommes plus à l'époque glorieuse de l'impérialisme essentiellement occidental dominant le monde entier, quand la moitié ou les deux-tiers de la population mondiale vivaient dans des pays sous-développés, pauvres, vivant misérablement, pratiquement en autarcie par la force des choses, où les besoins de leur population se réduisaient à peu de choses, à survivre au quotidien en s'appuyant essentiellement sur l'économie locale, archaïque, moyenâgeuse, tandis que la population des grandes puissances vivaient dans l'abondance et en paix, bénéficiait d'un niveau de vie nettement supérieur ou dont les conditions de vie étaient confortables.

De nos jours, les multinationales et les entreprises transnationales des puissances grandes puissances exportent leurs marchandises et services aux quatre coins de la planète, de sorte que les peuples colonisés ont amorcé une profonde transformation de leur mode de vie, qui se traduit par la nécessité de satisfaire de nouveaux besoins qui correspondent à autant de charges fixes ou incompressibles qu'ils doivent honorer sous peine d'être relays au rang de paria, bienfait ou produit du "*miracle économique*" qui les a réduits en esclavage par le biais d'un énorme endettement auprès d'Etat ou d'organismes financiers internationaux (FMI, Banque mondiale, etc.) contrôlés par l'oligarchie financière occidentale.

Pour financer ces nouveaux besoins, ces pays sous-développés ou en voie de développement doivent impérativement augmenter leurs forces productives et leur industrialisation, ce qui nécessite d'énormes investissements dans tous les domaines : infrastructures, industrialisation, scolarisation, formation, santé, logement, etc. afin de pouvoir assurer leur développement économique et le progrès social. Du coup, ils ne peuvent plus accepter les conditions qui leur avaient été imposées par ceux qui depuis des lustres pillaient allègrement leurs richesses et surexploitaient leur main d'œuvre, ils sont donc conduits à remettre en cause tous les accords qu'ils avaient passés avec des

Etats ou des multinationales, en inversant les termes du bénéfice qui revenait à chacune des parties, cette fois à leur avantage, la moitié ou la majorité des dividendes leur revenant, ils pourraient ainsi accroître leur souveraineté, et ne plus dépendre exclusivement de leurs créanciers étrangers pour assurer leur (sous)développement économique.

Simultanément, les grandes puissances qui vivent largement au-dessus de leurs moyens, doivent trouver les moyens pour satisfaire les énormes besoins de leurs populations. Or, ces moyens se font de plus en plus rares ou elles ne les ont plus. Leur balance commerciale est déficitaire ou un gouffre, et elles sont surendettées, bref, cette contradiction est sans issue et devrait les conduire à s'attaquer de plus en plus brutalement aux acquis sociaux de la classe ouvrière, et relayer en citoyens de seconde zone les couches les plus défavorisées ou déjà précarisées, y compris chez les classes moyennes vouées à la paupérisation ou à disparaître, ce qui devrait alimenter la lutte de classe du prolétariat... C'est le seul avenir qu'elles peuvent réserver à la majorité des masses, parce qu'elles ont de plus en plus de difficultés pour conserver leur rang hégémonique au sein de l'économie mondiale désormais dominée par d'autres puissances, qui disposent de richesses et d'un potentiel de développement qui leur fait défaut dorénavant, puissances vers lesquelles se tournent les pays sous-développés ou en voie de développement à la recherche de partenaires économiques fiables et qui ne les rackettent pas éhontément, qui ne négocient pas en les menaçant ou en leur mettant un pistolet sur la tempe comme à la « *belle* » époque de la colonisation enragée.

Pour parvenir à leurs fins ou en désespoir de cause, elles peuvent être tentées de passer outre ou de piétiner le droit international dont elles se réclament (ce qui n'est pas mon cas), et leur déclarer la guerre sous des prétextes fallacieux pour arracher des marchés ou continuer de piller leurs richesses, renouer avec leurs bonnes vieilles méthodes mafieuses et criminelles de brigandage, déstabiliser des Etats ou organiser des coups d'Etat en recourant à des armées de mercenaires qu'elles ont créées spécialement à cette intention, à des agents infiltrés, des ONG qu'elles ont implantées un peu partout et qu'elles financent à cet effet, sans être assuré d'obtenir gain de cause, parce que dorénavant ces peuples font preuve d'une farouche résistance à leurs entreprises impérialistes, et il se trouve que parmi l'armée et les classes moyennes des pays sous-développés ou en voie de développement regorgeant de matières premières, surgissent des dirigeants qui incarnent la souveraineté et l'unité de leur nation, qui bénéficient du soutien de leur peuple, ce qui leur octroie non seulement une légitimité au sein de leur propre pays, mais aussi le pouvoir d'imposer leurs conditions aux impérialistes, qu'il s'agisse d'Etats ou de multinationales.

Bombarder et occuper des pays peu peuplés et sans défense, c'est encore dans leurs cordes, mais quand il s'agit de pays aussi vastes que le Venezuela ou le Canada, ne parlons pas de la Russie, aussi peuplé que l'Iran, le Mexique ou le Brésil, ne parlons pas de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie ou du Pakistan, c'est une autre paire de manches, les puissances occidentales doivent négocier ou aller se faire voir ailleurs ! Et ce n'est qu'un début.

Les richesses en matières premières et la main d'œuvre quasi inépuisable se trouvent ailleurs qu'en occident, même leur avance technologique appartient au passé, ce qui signifie que le pouvoir économique lui échappe inéluctablement, et le pouvoir politique devrait suivre logiquement. L'occident refuse de le céder ou de le partager, d'où les menaces, tensions et guerres auxquelles nous assistons. Si la guerre présente des avantages indéniables, elle n'est pas sans dangers ou elle procure bien des inconvénients qui peuvent s'avérer incontrôlables sur le plan social et dévastateurs à la longue sur le plan politique, c'est inévitable.

On aurait préféré évidemment ne pas en passer par là, par le chaos et les destructions, les massacres et les épouvantables souffrances que la guerre procure inutilement aux peuples, mais apparemment et malheureusement, il semblerait que les hommes les plus éclairés ou évolués demeurent

hermétiques ou insensibles à tout discours prônant la rupture avec le capitalisme et ses institutions, à toute argumentation logique ou démonstration dialectique aboutissant à la conclusion que le socialisme est la seule alternative viable et cohérente au capitalisme, alors qu'il suffirait qu'ils s'y rallient, pour qu'on soit en mesure d'élaborer une stratégie de prise du pouvoir pour que de larges couches des masses l'adoptent, ce qui serait suffisant pour renverser les régimes politiques et économiques dans les pays où la lutte des classes est la plus développée, et mettre ainsi un terme définitif à toutes ces guerres.

Venezuela.

Réponse reçue de Bolivar Infos à un mail que je leur avais adressé.

- Non, vous ne vous trompez pas. Delcy n'a pas trahi Maduro et les projets qu'elle met en œuvre ont tous été conçus par Maduro avant son enlèvement. On connaît les Américains, le Che disait déjà « *Aux Etasuniens on ne peut pas faire confiance, même pas un petit peu* »...

Je me méfie toujours des sites qui sont très médiatiques comme le Réseau voltaire et Mediapart... Ce sont de gros sites, ils ont besoin d'un financement et qui dit financement dit perte d'indépendance.

Merci pour votre texte.

J-C – Depuis, j'ai ajouté un complément à mon analyse (à lire plus loin), je vais leur adresser, mais je ne suis pas sûr qu'il fera l'objet du même accueil, on verra, à suivre.

L'opposition contrôlée en action.

Mon intervention dans un blog « alternatif » américain.

Israël est une colonie anglo-saxonne, ce qui signifie que ce sont les oligarques qui ont façonné les Etats-Unis et qui les dirigent, qui ont également créé Israël et le dirigent aussi en fonction de leurs intérêts.

Lu dans un article publié par la revue américaine Unz, qui prétend être un "*média alternatif*". Article traduit en français par Spirit Of Free Speech, republié par Réseau International.

The Heart of Darkness - Israel's government is completely evil (Le cœur des ténèbres - Le gouvernement d'Israël est complètement maléfique) par Philip Giraldi - unz.com 8 février 2026

Mystification !

En réalité, Giraldi s'emploie à épargner les Etats-Unis, les fondateurs de la Fed, les banquiers colonisateurs juifs de la Palestine au milieu du XIXe siècle, les initiateurs et bénéficiaires de la Déclaration de Balfour, de la résolution 181 de 1947 des Nations-Unis, les fondateurs de l'Etat juif en 1948, les responsables de la première Nakba la même année, puis celle qui a débuté le 7 octobre

2023... Les Américains ont pris le relais de la Grande-Bretagne, en fait ceux qui contrôlaient la Banque d'Angleterre depuis pratiquement le début du XIXe siècle, les créanciers de la couronne britannique...

- « Israël est déterminé à prendre le contrôle total de la Palestine historique et semble prêt à tout pour y parvenir. »

- « Israël fait toujours ce qui lui chante... »

- « La dernière manœuvre d'Israël consiste à provoquer une attaque des États-Unis contre l'Iran... »

- « Il y a quelques semaines, Israël aurait convaincu Donald Trump de ne pas attaquer Téhéran... »

- « Il est communément admis que Trump se plie aux exigences d'Israël. »

- « Et pourtant, Israël est suffisamment influent pour entraîner Donald Trump et le Congrès américain dans son sillage, allant même jusqu'à faire endosser le sale boulot par Washington lorsqu'il s'agit d'affronter des nations comme l'Iran. »

J-C - Qui dit colonisation, dit impérialisme, dit capitalisme, Giraldi ne peut pas le dénoncer et s'y attaquer, sinon il lui faudrait admettre le bien-fondé du socialisme, inimaginable, d'où cette imposture.

Le mail en anglais que je leur ai envoyé, publié dans la rubrique des lecteurs (traduction automatique) :

Hoax !

Israel is an Anglo-Saxon colony, meaning that the oligarchs who shaped and govern the United States also created and govern Israel according to their own interests.

In reality, Giraldi is trying to spare the United States, the founders of the Fed, the Jewish bankers who colonized Palestine in the mid-19th century, the initiators and beneficiaries of the Balfour Declaration, of UN Resolution 181 of 1947, the founders of the Jewish state in 1948, those responsible for the first Nakba that same year, and then the one that began on October 7, 2023... The Americans took over from Great Britain, in fact those who had controlled the Bank of England since practically the beginning of the 19th century, the creditors of the British Crown...

Colonization implies imperialism, capitalism; Giraldi cannot denounce and attack it, otherwise he would have to admit the validity of socialism, unimaginable, hence this imposture.

Avis aux lecteurs.

Le courriel que j'ai reçu et ma réponse.

Madame, Monsieur, Je sollicite la suppression de mes données personnelles Valentin Llorens de du document suivant : https://www.luttedeclassse.org/tribune/syrie_appel_cm_240812.pdf

Conformément à l'article 17 du RGPD, je souhaite que mon nom ne soit plus associé publiquement à cet pétition datant de 2012. Merci de me confirmer la réalisation de cette suppression.

Cordialement

Valentin Llorens

Ma réponse.

Monsieur,

J'ai supprimé votre nom de cet appel conformément au souhait que vous avez exprimé, bien que je n'y sois pas obligé, car je pourrais faire valoir le droit à l'information (1). Mieux, apposer sa signature sur un document, puis l'effacer pour faire croire qu'on ne l'a jamais signé, vous savez comment cela s'appelle, je vous laisse deviner, un faux en écriture, une escroquerie.

Je vous envoie le fichier modifié pour que vous puissiez le vérifier par vous-même.

Vous n'êtes pas le premier à m'adresser une telle requête concernant un autre sujet que la Syrie.

Entre nous, je me demande qui pourrait avoir intérêt à consulter un document aussi obsolète ou insignifiant datant de 2012. Où la bonne conscience ou l'amour-propre vont-ils se nicher, à moins qu'il s'agisse d'autre chose d'encore moins glorieux, lâcheté ou paranoïa, après tout cela ne me regarde pas, je vous le concède aimablement.

Personnellement, j'anime une causerie ou rubrique dans mon site Internet depuis 18 ans, et durant toutes ces années, il m'est arrivé plusieurs fois de changer de position ou d'interprétation sans jamais avoir à me renier ou effacer le moindre mot des quelque 5.000 pages que j'ai écrites, encore moins un texte entier, cela va s'en dire, j'assume entièrement mon engagement ou mon parcours politique, je peux m'en expliquer sans craindre le jugement de quiconque.

Ayant modifié un document figurant dans les archives de mon site, qui appartient autant à moi qu'à mes lecteurs, il me paraît normal de les informer, car il serait malhonnête de ma part d'agir à leur insu.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

Note.

1- Article 17

EU RGPD

"Droit à l'effacement («droit à l'oubli»)"

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas dans la mesure où ce traitement est nécessaire:

a) à l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information;

<https://www.privacy-regulation.eu/fr/17.htm>

Je joins pour les lecteurs le fichier modifié :

https://www.luttedeclasser.org/tribune/syrie_appel_cm_240812.pdf

En guise de « *mémoire* », de respect de je ne sais pas quoi qui n'a rien avoir avec la liberté d'expression, l'UE a institutionnalisé, non pas le droit de revenir sur ses engagements ou de les renier, car si ce n'était que cela, on n'y trouverait rien à redire la lâcheté est tellement répandue parmi les hommes, même pas le droit à l'erreur, qui devrait être accordé à chacun, sachant que personne n'est parfait ou l'homme est perfectible, ses connaissances ou sa conscience sont sujets à évolution au fil du temps, en principe ou théoriquement, nous lui accordons volontiers, non, l'UE cautionne le droit de frauder, d'effacer les actes passés qu'on a commis et qu'on est incapable d'assumer, pour finalement se faire passer pour un autre, bref, elle encourage les crapules, ce qui n'étonnera personne.

La réponse reçue le même jour de monsieur Valentin Llorens.

Monsieur Tardieu,

Je vous accuse réception du fichier modifié et je vous remercie sincèrement d'avoir pris le temps de procéder à cette mise à jour.

Je tenais à vous présenter mes excuses pour le dérangement. Pour dissiper tout malentendu, je souhaitais vous préciser que j'avais à peine 12 ans en 2012 lorsque j'ai signé cette pétition. À cet âge, je n'avais évidemment aucune conscience politique et je ne comprenais pas la complexité des enjeux abordés par le Comité Valmy. Aujourd'hui encore, je reste très humble et peu connaisseur de ces sujets géopolitiques complexes.

Ma demande de retrait est purement pragmatique : elle est liée à des raisons professionnelles. Dans le cadre de mon parcours actuel, je souhaite simplement que mes futures recherches d'emploi ne soient pas parasitées par des traces numériques datant de mon enfance, afin d'éviter toute interprétation erronée de la part de recruteurs ou de vérificateurs.

En relisant l'appel, je ne peux qu'être sensible à votre démarche en faveur de la paix et de la souveraineté des peuples. Je m'associe pleinement à ces vœux de fraternité et de sérénité pour le peuple syrien, ainsi qu'aux valeurs de paix que vous défendez dans votre combat contre la guerre.

Je vous souhaite une excellente continuation, ainsi que beaucoup d'amour et de paix dans vos engagements futurs.

Bien à vous,

Valentin Llorens

Lu.

- « *Le scandale Epstein a une portée systémique complexe qui détruira potentiellement le reste de confiance que les populations avaient encore dans les élites qui les dirigent...* »

J-C - Quelles "*populations*" ? Celles à laquelle l'auteur appartient, une intellectuelle suisse qui ne fait pas vraiment partie de la classe des défavorisés, et ses semblables des classes moyennes enviant le statu et le mode de vie de la bourgeoisie. Elle s'exprime au nom de leurs intérêts, et non de ceux de la classe ouvrière qui se contrefout de l'affaire Epstein.

Que ces gens-là aient encore un "*reste de confiance*" dans "*les élites qui les dirigent*" a valeur d'aveu.

Lu.

- « *Maintenant que le scandale a éclaté, tout est fait pour l'empêcher d'aller plus loin. On veut éloigner l'attention de la vie des hautes sphères du pouvoir occidental.*

Mais surtout on veut empêcher la prise de conscience de l'existence d'une organisation internationale, avec ses différents mécanismes, ceux visibles comme ceux monstrueux et secrets, tel le réseau Epstein, au-dessus des peuples, au-dessus de la démocratie, au-dessus des élections. Ceux-ci les peuples occidentaux le pressentaient mais on les a terrorisés d'oser même le penser, on les a accusés de complotisme. Or même si de ci de là cette accusation pouvait tomber juste, elle devenait trop rapidement un instrument commode pour passer sous silence le terrain sur lequel se développait l'esprit et les visions dites complotistes, c'est à dire l'absence de transparence, la confiscation du pouvoir dans la gestion des affaires des pays et du monde, l'expulsion des peuples du pouvoir réel, et tout cela au nom de la démocratie. Bref, l'existence permanente d'un complot, celui-là bien réel, contre le pouvoir des peuples. »

J-C - On pourrait croire que "*l'existence d'une organisation internationale*" comme celle-là serait un fait nouveau ou quelque chose hors du commun ou extraordinaire, alors qu'en réalité ils en existaient déjà un certain nombre qui remplissaient les mêmes fonctions, qui "*complotaient*" contre les peuples, par exemple les institutions (Bilderberg, Commission Trilatérale, CFR, la franc-maçonnerie) et autres fondations (Ford, Gates, Rockefeller, etc.) internationales officieuses, les clubs et think tank atlantistes ou néoconservateurs, au fonctionnement occulte, opaque...

Bref, l'auteur de ces lignes semble découvrir ce qui s'étalait sous ses yeux depuis un demi-siècle ou bien plus, peut-être pour s'excuser d'avoir ignoré si longtemps leurs implications néfastes et criminelles dans l'orientation du capitalisme et la conduite du monde durant cette très longue

période, du fait qu'il soutenait que les institutions nationales étaient démocratiques et souveraines, vantant les bienfaits des élections, alors qu'en réalité elles ne l'étaient pas du tout, ce qui revient à avoir collaboré à ce "*complot*".

Pour avoir bonne conscience, c'est un peu léger comme démonstration, du coup pour s'en sortir il va faire appel à la sociologie, qui traiterait "*de la réunion des gens*".

- « *La sociologie n'est pas la science de la société mais du social. Les phénomènes sociaux, les institutions, les organisations sociales de tout genre, petites ou grandes, découlent de la réunion des gens.* »

J-C - L'économie précède le social, quant au travail, il engendre le social, et quand on examine comment se développent ces deux facteurs devenus inséparables, on entre dans le champ de la politique qui concentre ou exprime tous leurs rapports, ce qui lui fournit une supériorité incontestable sur la sociologie. Vous avouerez que "*la réunion des gens*" est plutôt léger ou très approximatif pour caractériser les rapports qui existent entre les classes et déterminer leur origine, ainsi que tout ce qui en découle au niveau de la superstructure de la société et de l'Etat.

- « *C'est la réunion des gens qui produit du social, qui amène à la naissance de structures sociales, la famille, les tribus, les villes, les villages, les pays, les nations, les partis, les églises, les gouvernements, les armées, des structures qui deviennent des systèmes plus ou moins complexes en fonction de leur ancienneté, de leur développement.* »

J-C - Mais cela ne nous dit rien sur la nature sociale des rapports qu'entretiennent tous "*ces gens*", en fait les classes qui composent la société, et le mode de production qui prévaut au sein de la société, sur la répartition des pouvoirs entre les classes et ce qui en découlent aussi bien sur le plan économique que politique, la seule chose qui nous intéresse quand on se destine de transformer la société. L'ignorer revient à s'interdire de l'envisager sérieusement ou de le concevoir, et évidemment de trouver les moyens pour y parvenir, parce que ce n'est pas l'objectif ou dans les intentions de l'auteur de cet article, qui se terminait par un lieu commun ou une accusation puérile d'"*inhumanité totale*", en faisant référence à Epstein et Gaza, nous voilà bien avancés !

Je rajoute un mot. En fait, "*la réunion des gens*" avait vocation à se substituer aux classes et à la lutte des classes qui ni vues ni connues passaient allègrement à la trappe, et le socialisme avec !

Combat contre l'opportunisme.

Ils dénoncent le fascisme, très bien, ils accusent Trump d'être fasciste, très bien, et après ? Après plus rien, parce que ses opposants le sont tout autant, si ce n'est davantage encore, on en a eu un vaste aperçu lors de l'épisode des dictatures sanitaire et climatique entre 2020 et 2024.

Lu.

- « *Si vous vous ralliez à la cause d'une humanité décente en répondant oui à toutes ces questions, alors vous savez bien que le régime de Trump doit disparaître, et vite, avant qu'il ne soit trop tard. Ce régime fasciste au pouvoir aux États-Unis cherche à redéfinir le gouvernement et la société américains selon des principes fascistes, c'est-à-dire génocidaires, racistes, militaristes, patriarcaux, xénophobes, nationalistes, fondamentalistes chrétiens, autoritaires et dictatoriaux.* »

J-C - Ce discours n'aurait-il pas pu être tenu à l'encontre de Biden ?

- *« Mes amis, si cela ressemble au fascisme, si ça sent le fascisme, si ça agit comme le fascisme, si ça s'habille comme le fascisme, si ça parle comme le fascisme, si ça tue comme le fascisme et si ça ment comme le fascisme, alors mes frères et sœurs, c'est bien du fascisme. Il est là, maintenant. Il est dans ma ville. Il est dans votre ville. Il faut le combattre, le dénoncer, s'y opposer, le démasquer, le renverser, le chasser et le faire disparaître ! »*

J-C – Si pour combattre le fascisme vous comptez sur les « démocrates » et autres collabos du wokisme ou du Green New Deal, vous êtes très mal barrés !

Lu.

- *« Depuis un siècle, nous savons que le capitalisme, confronté à une crise et au danger de perdre son hégémonie, recourt à l'impérialisme, à la guerre, à la dictature et au fascisme. Plus tôt et plus fermement ce phénomène sera combattu par les mouvements populaires, les États qui résistent, la « majorité mondiale » et les classes populaires au sein même de l'Occident, mieux ce sera. »*

J-C – Combattre le capitalisme et ses méfaits, c'est bien, mais si ce n'est pas pour le vaincre, cela ne nous intéresse pas.

Non, rien n'indique que « son hégémonie » serait menacée, par qui ou par quoi, rien ni personne à ce jour, sauf à se faire de graves illusions sur tel ou tel acteur ou Etat dans le monde qui y sont subordonnés.

Vous voyez, le diable va se nicher dans le moindre détail. Quand on maîtrise suffisamment le marxisme ou le matérialisme dialectique, rien ne nous échappe, même si on n'a pas toujours le temps de s'y arrêter ou de le signaler, parce que sinon on ne ferait plus que cela !

Effet d'annonce ou fausse annonce. Comment fonctionne leur machine infernale destinée à conditionner les consciences.

Les médias reproduisent un récit de l'AFP qui prend les désirs du clan de l'oligarchie opposée à Trump pour la réalité. Trump en difficulté ? Pas vraiment !

Il faut avoir à l'esprit que beaucoup de lecteurs ne lisent que les titres des articles, parfois avec le résumé qui l'accompagne sur une ou deux lignes, s'ils en restaient là, ils auraient acquis une fausse information qui influencerait l'idée qu'ils se feraient sur la situation politique aux Etats-Unis conforme aux objectifs de l'Etat profond.

Quant à ceux qui auraient lu en entier leurs articles, de quoi se souviendraient-ils, plus que les faits qui ne font l'objet que d'un traitement minimum, ils sont présentés de sorte que les lecteurs ne se souviennent que de l'ambiance qui se dégageait de ces articles nettement défavorables à Trump, l'objectif étant de leur faire qu'il existerait une forte majorité opposée à la politique de Trump, afin qu'ils s'y rallient.

C'est de la pure propagande et non de l'information. Dans ce cas de figure, ils ont procédé par abstraction, c'est-à-dire, en isolant une partie du mécanisme institutionnel en lui accordant une importance exorbitante ou en lui attribuant une portée qui relève du fantasme

Le titre de leurs articles tendent à faire croire que les droits de douane décrétés par Trump sur le Canada seraient en passe d'être invalidés, ce qui est faux parce que Trump utiliserait son droit de veto, et dans l'état actuel des choses, il serait impossible qu'un vote à la Chambre des représentants et au Congrès réunisse une majorité des deux tiers pour outrepasser le veto de Trump, autrement dit, leur affirmation est trompeuse.

La Chambre des représentants américaine rejette les droits de douane de Trump sur le Canada - Investing.com 12 février 2026

Coup dur au Congrès des Etats-Unis pour Trump sur ses droits de douane - 20 Minutes/AFP 12 février 2026

Droits de douane sur le Canada : des élus républicains s'opposent à Donald Trump - France 24 12 février 2026

Le texte doit à présent être approuvé par le Sénat. Mais même en cas d'adoption, il fera assurément l'objet d'un veto du locataire de la Maison Blanche

Seul un nouveau vote au Congrès et une adoption avec une majorité des deux tiers permettrait d'outrepasser ce veto, une quasi impossibilité au vu de la majorité dont disposent actuellement les républicains dans les deux chambres. La résolution a donc une portée avant tout symbolique. France 24 12 février 2026

J-C – Cause toujours, il en restera quelque chose... Ils en sont là !

Colombie. Quand en guise d'information, l'AFP se livre à une promotion déguisée du programme de l'extrême droite colombienne.

Colombie: le favori de la droite à la présidentielle promet de bombarder les narcotrafiquants avec le soutien des Etats-Unis - AFP 12 février 2026

Le principal candidat de l'opposition de droite à la présidentielle de mai en Colombie a déclaré mercredi dans un entretien à l'AFP qu'il bombarderait, dès ses 90 premiers jours au pouvoir, les cartels de drogue, avec le soutien des Etats-Unis et d'Israël.

Avocat de profession de 47 ans, il entend "doter la force publique d'armes de première génération, d'intelligence artificielle, de drones et, bien sûr, de budget, afin d'augmenter les effectifs".

Mais "*cela ne peut se faire sans une alliance stratégique avec les Etats-Unis et l'Etat d'Israël*", a-t-il estimé.

Sans aucune expérience politique ni mandat électif, Abelardo de la Espriella, également homme d'affaires millionnaire, se présente en "*outsider*" qui n'appartient "*pas à la caste politique*" mais qui a "*les couilles*" (sic) pour faire appliquer sa ligne dure et chasser la gauche du pouvoir.

Il se définit plus volontiers comme un avocat-entrepreneur de la construction et des boissons alcoolisées. Sur certaines photos, il apparaît en train de fumer un cigare ou de promouvoir son business de vins et de rhums à bord de jets luxueux. Il possède par ailleurs sa propre marque de vêtements, "*De la Espriella Style*".

Auteur du livre "Mort au tyran", dans lequel il éreinte plusieurs "*dictateurs*", dont le président vénézuélien déchu Nicolas Maduro, il estime que l'actuelle présidente par intérim Delcy Rodriguez est un "*pion*" de Trump.

Son slogan de campagne: "*La fermeté pour la patrie*".

Le dernier sondage le donne dans un duel serré avec le candidat de la gauche, Ivan Cepeda, un proche de l'actuel président, Gustavo Petro, qui ne peut se représenter.

De double nationalité colombienne et américaine, Abelardo de la Espriella se dit admirateur des présidents du Salvador, Nayib Bukele, d'Argentine, Javier Milei, et de Donald Trump. Il est comme ce dernier amateur de golf.

Il a réitéré son souhait de mener une "*contre-révolution culturelle*" face aux idées de gauche dans le pays pour "*revenir à Dieu*".

Il défend le port d'armes, la réduction de 40% de la taille de l'Etat et veut construire des mégaprisons où les détenus seraient "*dix étages sous terre*" nourris uniquement d'eau et de pain. AFP 12 février 2026

France.

« *L'ennemi commun de l'humanité* », c'est le capitalisme pourrissant, dans sa version impérialiste, il comprend le colonisateur anglo-saxon-sioniste de la Palestine.

J-C - L'amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme de trop ! Le génocide de trop ! Il dévoile le vrai visage hideux et les intentions barbares du capitalisme et de ses représentants au sein de l'appareil de l'Etat français...

Les voilà qui se sentent obligés eux-mêmes de corriger leur ministre, excellent !

Non, Francesca Albanese n'a pas dit qu'Israël était « *l'ennemi commun de l'humanité* » - 20minutes.fr 12 février 2026

fake off - La rapporteuse spéciale de l'ONU sur la Palestine est accusée d'avoir qualifié Israël « *d'ennemi commun de l'humanité* », des propos qu'elle n'a jamais tenus

«*Nous avons un ennemi commun*» : Jean-Noël Barrot demande la tête de Francesca Albanese - RT 12 févr. 2026

« *La France condamne sans aucune réserve les propos outranciers et coupables de Mme Francesca Albanese qui visent non pas le gouvernement israélien, dont il est permis de critiquer la politique,*

mais Israël en tant que peuple et en tant que nation, ce qui est absolument inacceptable », a déclaré devant l'Assemblée nationale Jean-Noël Barrot.

Jean-Noël Barrot répondait alors à une question qui lui était adressée par Caroline Yadan, élue macroniste de la 8e circonscription des Français établis hors de France. Une circonscription qui comprend, notamment, Israël et les « *territoires palestiniens* ». Dans le collimateur de Caroline Yadan, ces propos qu'aurait prononcés Francesca Albanese.

«Ils créent des accusations mensongères», fustige Albanese

« Cette accusation constitue l'un des ressorts les plus anciens et les plus meurtriers de l'antisémitisme, elle ne relève pas de la libre critique, mais s'inscrit dans une vision complotiste et déshumanisante qui érige Israël en incarnation du mal absolu, comme l'étaient jadis les juifs considérés comme des sous-hommes par les Nazis », a accusé cette ancienne responsable du pôle antisémitisme de la Licra en reprenant – avec quelques ajouts – une lettre qu'elle avait adressée la veille à ce même ministre des Affaires étrangères.

Une lettre co-signée par une cinquantaine de députés, quasi-exclusivement macronistes, parmi lesquels on retrouve notamment Élisabeth Borne, Agnès Pannier-Runacher, Franck Riester Prisca Thevenot ou encore Éric Woerth et qui enjoignent Jean-Noël Barrot à « *œuvrer afin que des sanctions soient prises à l'encontre de Mme Francesca Albanese et qu'elle soit déchue de tout mandat onusien avec effet immédiat* ».

Cette mobilisation d'une partie de la macronie fait suite à une intervention, en ligne, de Francesca Albanese le 7 février à l'occasion du forum d'Al-Jazeera organisé à Doha. Albanese avait alors évoqué un « *ennemi commun* » qui a, selon elle, permis un « *génocide* » dans la bande de Gaza.

« Le fait qu'au lieu d'arrêter Israël la plupart des pays du monde l'aient armé, lui aient fourni des excuses politiques, un parapluie politique ainsi qu'un soutien économique et financier est un défi », avait-elle déclaré et ajouté : *« nous qui ne contrôlons pas de vastes capitaux financiers, ni les algorithmes, ni les armes, constatons désormais qu'en tant qu'humanité, nous avons un ennemi commun ».*

« C'est hallucinant », a depuis réagi la principale intéressée auprès de France24, interrogée sur cette séquence et dénonçant « *des accusations mensongères* » ainsi que d'appeler le tout un chacun à aller voir la fameuse séquence. *« Je n'ai jamais, jamais, jamais dit qu'Israël est l'ennemi commun de l'humanité [...] j'ai condamné comme ennemi commun le système qui ne permet pas d'emmener en justice et à une cessation les crimes d'Israël »,* a insisté en français Francesca Albanese et pointé à nouveau les systèmes « *financier* » et « *politique* ».

"Israël est l'ennemi commun de l'humanité" : comment cette phrase a été attribuée à tort à Francesca Albanese - France 24 12 février 2026

Intervenue en visioconférence, la rapporteuse spéciale de l'ONU a dénoncé au cours d'une table ronde le "génocide" commis par Israël à Gaza ainsi que l'inaction d'une partie du monde occidental sans jamais affirmer qu'Israël était l'ennemi commun de l'humanité.

Face aux critiques, Francesca Albanese a elle-même diffusé son intervention dans une réponse sur X dès le 9 février, notamment auprès de Caroline Yadan. "*Indépendamment de vos attaques personnelles et du mépris affiché envers moi, je vous invite, Madame Yadan, à produire une seule citation où j'aurais qualifié Israël 'd'ennemi de l'humanité'*", a déclaré la rapporteuse de l'ONU, accompagnant son commentaire de la séquence en question, d'une durée de quatre minutes et en anglais.

Dans cet extrait, qui est bien le passage incriminé, la rédaction des Observateurs n'a trouvé à aucun moment la citation attribuée à Francesca Albanese. Dans ce discours où elle dénonce un "*génocide*" à Gaza et dit défendre le "*droit international poignardé en plein cœur*", la rapporteuse vise surtout les pays occidentaux dans leur ensemble.

Elle emploie bien le terme "*ennemi commun*" auquel ferait face l'humanité, mais semble là désigner un système plus global face à ceux qui ne contrôlent "*pas d'importants capitaux financiers, d'algorithmes ni d'armes*". La rédaction des *Observateurs* a traduit et retranscrit sans coupe la partie du discours incriminée ci-dessous :

- Le fait qu'au lieu d'arrêter Israël, une grande partie du monde l'a armé, lui a fourni des excuses politiques, un refuge politique, un soutien économique et financier, c'est un défi.
- Le fait que la plupart des médias occidentaux aient amplifié le discours pro-apartheid et le discours génocidaire est un défi.
- Et en même temps, c'est là que réside l'opportunité, car si le droit international a été poignardé en plein cœur, il est également vrai que jamais auparavant la communauté internationale n'avait été confrontée aux défis auxquels nous sommes tous confrontés.
- Nous, qui ne contrôlons pas d'énormes capitaux financiers, d'algorithmes ni d'armes, nous voyons maintenant que nous, en tant qu'humanité, avons un ennemi commun.
- Et les libertés, le respect des libertés fondamentales, est la dernière avenue pacifique, la dernière boîte à outils pacifique dont nous disposons pour retrouver notre liberté.

Interrogée à ce sujet dans l'émission En tête-à-tête sur France 24, mardi 11 février, Francesca Albanese a également tenu la même version, concordante avec l'ensemble de son discours du 7 février :

- "*Je n'ai jamais, jamais, jamais dit "Israël est l'ennemi commun de l'humanité". Je parlais des crimes d'Israël, de l'apartheid, du génocide. Et j'ai condamné comme l'ennemi commun le système qui ne permet pas d'amener en justice et d'amener à une cessation des crimes d'Israël - le système économique, le système financier et le système politique*". France 24 12 février 2026

Le poison du fric perverti les esprits et cautionne les pires crimes.

J-C - Quand le mode de vie stressant, le rythme de vie infernal imposé, l'esclavage salarial, l'oppression au quotidien, les aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure débarrassée des injustices sociales, etc., passent à la trappe, il ne faut s'étonner de rien ou ceci explique cela.

Le « *pouvoir d'achat* », quelle méprisable expression ! Parce que tout s'achèterait, l'extrême richesse ne justifie-t-elle pas l'abus de pouvoir qui est son pendant monstrueux, par exemple fomenter des guerres ?

Qu'est-ce qui inquiète les Français ? Voici leurs trois principales préoccupations - 20 Minutes avec AFP 10 février 2026

Qu'est-ce qui inquiète les Français ? D'abord le pouvoir d'achat, puis la sécurité et l'environnement, selon un vaste sondage réalisé par Odoxa auprès de 12.000 personnes et publié ce mardi.

Le pouvoir d'achat arrive en tête des préoccupations personnelles citées spontanément par les Français interrogés (37 %) et des priorités collectives (48 %), selon cette enquête réalisée à l'automne dernier. Arrive ensuite la sécurité et l'insécurité (29 % des préoccupations, 41 % des priorités nationales). L'environnement complète le podium des préoccupations personnelles (24 %), plus souvent cité par les jeunes et les électeurs de gauche, même s'il n'arrive qu'en septième place des priorités nationales. 20 Minutes avec AFP 10 février 2026

Portugal.

Présidentielle au Portugal : le socialiste António José Seguro élu avec 66 % des voix face au candidat d'extrême droite André Ventura - RT 9 févr. 2026

Le socialiste António José Seguro a remporté le second tour de la présidentielle portugaise, recueillant 66 % des suffrages contre 34 % pour le candidat d'extrême droite André Ventura. L'élection, marquée par une abstention élevée et des intempéries meurtrières, consacre une victoire nette de la gauche, sans freiner la dynamique du parti Chega.

Le taux d'abstention pourrait se situer entre 42 et 48%, selon une estimation publiée par la chaîne publique RTP. RT 9 févr. 2026

Palestine occupée.

La Pologne décline l'invitation à rejoindre le "*Conseil de la paix*" de Donald Trump - euronews 12 février 2026

Quand le gouvernement terroriste britannique est désavoué... pour avoir attenté à la paix sociale et à la stabilité du régime en place.

J-C – Le titre que j'ai trouvé vous semblera peut-être étrange, vous ne voudriez tout de même pas qu'on salue la justice britannique, et puis quoi encore, on laisse cela aux opportunistes.

Royaume-Uni: la justice donne raison au groupe Palestine Action qui contestait son classement comme terroriste - RFI 13 février 2026

La décision de classer ce groupe comme terroriste et de l'interdire, prise en juillet 2025, « *s'est traduite par une atteinte très substantielle aux droits à la liberté d'expression et à la réunion* », a estimé la juge Victoria Sharp lors de la lecture d'un résumé de la décision à Londres. Elle a cependant ajouté que l'interdiction du mouvement restait en vigueur jusqu'à nouvel ordre, et donné jusqu'au 20 février aux deux parties pour soumettre de nouveaux arguments juridiques. Ce jugement est un revers pour le gouvernement travailliste de Keir Starmer.

« *La nature et l'ampleur des activités de Palestine Action relevant de la définition du terrorisme n'ont pas atteint le niveau, l'ampleur et la persistance justifiant une interdiction* », a cependant estimé la juge.

Près de 3 000 personnes, dont certaines âgées de plus de 80 ans, ont été arrêtées et des centaines d'autres inculpées pour avoir manifesté leur soutien à Palestine Action lors de manifestations depuis juillet. RFI et AFP 13 février 2026

État juif.

J-C – Les barbares sionistes se livrent à la politique de la terre brûlée pour contraindre les populations à abandonner leurs terres qu'ils occuperont par la suite...

« Les herbicides sont une arme » : Israël déverse du glyphosate en territoire libanais - France 24 12 février 2026

L'armée israélienne a procédé à des épandages d'herbicide début février sur ses frontières avec le Liban et la Syrie.

Deux ministères ont indiqué que des analyses révèlent l'usage d'un herbicide à forte concentration, évoquant un risque sanitaire et environnemental.

Des signalements comparables ont aussi eu lieu en Cisjordanie. Dans la région de Masafer Yatta, au sud d'Hébron, des agriculteurs affirment que des colons ont pulvérisé des substances chimiques début février 2026.

France 24 12 février 2026

En Syrie, des champs aspergés d'herbicides par Israël - France 24 14 février 2026

Plusieurs images et vidéos envoyées à la rédaction des Observateurs de France 24 montrent des avions israéliens en vol, à basse altitude, au-dessus de zones agricoles du gouvernorat de Quneitra, dans le sud de la Syrie.

Sur certaines séquences, on distingue clairement une traînée blanche derrière l'appareil, compatible avec une opération de pulvérisation de produits. Et ce, alors que dans plusieurs villages du gouvernorat de Quneitra, des agriculteurs affirment que des avions israéliens ont pulvérisé des substances chimiques les 25, 27 et 30 janvier 2026. Ces opérations ont eu lieu le long de la ligne de séparation avec le Golan occupé par Israël, surnommée "ligne Alpha".

La chaîne israélienne i24News a indiqué le 2 février, que l'armée procédait à des pulvérisations d'herbicides *"dans les zones proches de la frontière syrienne et libanaise, afin de détruire la végétation sous laquelle pourraient se cacher des terroristes"*.

Abou Salah (le nom a été changé) est agriculteur dans le village d'al-Razaniyeh dans le gouvernorat de Quneitra.

"Le 27 janvier 2026, des avions sont passés au-dessus de nos terres et ont commencé à pulvériser. Nous ne savons pas quelle était cette substance, mais nous avons vu le produit tomber sur les champs. Dix jours après le passage des avions, tout était jaune, puis tout est mort. J'ai perdu 75 hectares de blé, toute ma récolte a disparu."

Nous avons emprunté de l'argent pour cultiver ces terres parce que l'année précédente avait été mauvaise à cause du manque de pluie. Cette année, la pluie était bonne, nous pensions que ce serait une année de compensation. Maintenant, nous avons perdu la récolte et nous avons encore les dettes. Les gens veulent leur argent. Je ne sais pas quoi faire."

Les forces d'occupation israéliennes veulent que cette zone devienne une zone sans vie, pas seulement une zone sans armes. Ils veulent nous forcer à partir. Mais c'est notre terre et nous ne la quitterons pas. Depuis la chute du régime syrien le 8 décembre 2024, nous subissons des incursions répétées, des tirs, des arrestations. Avant, déjà, j'avais perdu des moutons à cause de tirs directs contre mon troupeau. Aujourd'hui, ils ont tué notre terre en la pulvérisant avec des substances toxiques. Et en face, nous ne voyons aucune attention de la part de notre gouvernement. Nous sommes perdus entre les deux. "

Contacté par notre rédaction, le directeur de l'agriculture du gouvernorat de Quneitra, Jamal Mohammad Ali, confirme que des équipes techniques se sont rendues sur place. Selon lui, des avions israéliens ont pulvérisé *"toute la bande frontalière, du secteur nord au secteur sud"*. Des prélèvements ont été faits, les résultats ne sont pas encore publics mais, selon lui, *"il s'agirait d'herbicides généraux, du diuron et du 2,4-DP"*.

Etats-Unis.

Iran: Trump évoque désormais un renversement du pouvoir - AFP 14 février 2026

Donald Trump a évoqué ouvertement vendredi un renversement du pouvoir en Iran, sur fond de difficile dialogue entre Washington et Téhéran sur les capacités nucléaires et balistiques de la République islamique.

Le président américain, qui oscille entre promesses d'une issue négociée et menaces militaires, avait peu auparavant confirmé l'envoi "très bientôt" d'un deuxième porte-avions américain dans la région.

"Il semble que ce serait la meilleure chose qui puisse arriver", a dit le président américain à des journalistes qui l'interrogeaient sur éventualité d'un "changement de régime".

Un secret de polichinelle, qui en doutait encore ?

Mort de Jeffrey Epstein : le médecin légiste présent lors de l'autopsie conteste la thèse du suicide et évoque une possible strangulation 13 - RT févr. 2026

Près de sept ans après la mort controversée de Jeffrey Epstein dans une prison, le médecin légiste Michael Baden relance le débat. Présent lors de l'autopsie, il affirme que les fractures constatées sur le corps sont davantage compatibles avec une strangulation qu'avec un suicide. Dans une interview, il appelle à la réouverture de l'enquête.

Plus de quatre ans après la mort de Jeffrey Epstein, la version officielle est à nouveau remise en question. Dans une interview accordée au Telegraph et publiée ce 13 février, le pathologiste américain Michael Baden, présent lors de l'autopsie, affirme que le financier « *a très probablement été étranglé, et non pendu* ». Âgé de 92 ans, ce spécialiste reconnu avait été mandaté par la famille Epstein en tant qu'observateur.

Il affirme que trois fractures ont été relevées sur le cou du détenu : une sur l'os hyoïde et deux autres sur le cartilage thyroïdien. « *Même une seule fracture doit faire envisager un homicide. Deux ou trois imposent une enquête approfondie* », précise-t-il. En cinquante ans de carrière, Baden affirme n'avoir jamais vu un cas de suicide en prison avec ce type de blessures.

Le rapport d'autopsie, publié sous forme censurée, ne tranchait pas : la cause du décès était marquée comme « *en attente* », et les cases « *suicide* » et « *homicide* » restaient vides. Pourtant, cinq jours plus tard, la médecin-chef de New York Barbara Sampson concluait officiellement à un suicide par pendaison, sans avoir été présente lors de l'examen. Cette décision, jamais révisée depuis, avait déjà été contestée par les avocats d'Epstein à l'époque.

Caméras coupées, horaires flous, preuves déplacées

Les incohérences ne s'arrêtent pas à l'autopsie. Selon les documents consultés, le communiqué officiel annonçant la mort d'Epstein est daté du 9 août 2019... soit la veille de sa découverte dans sa cellule à 6h30 du matin. Le ministère américain de la Justice parle d'une « *erreur de frappe* », mais ce détail, ajouté à d'autres, nourrit la méfiance.

Les caméras situées près de la cellule ne fonctionnaient pas cette nuit-là. Les rondes de sécurité prévues à 3h et 5h n'ont pas eu lieu. Dans les fichiers déclassifiés fin janvier 2026, une vidéo montre aussi une silhouette orange montant les escaliers vers l'étage d'Epstein vers 22h39. Le FBI l'a signalée dans un rapport, sans pouvoir dire s'il s'agissait d'un détenu, d'un agent ou de quelqu'un d'autre.

Autre anomalie : le drap retrouvé dans la cellule, censé avoir servi à la pendaison, ne correspondrait pas aux marques visibles sur le cou du défunt. « *Le tissu était trop lisse. Les blessures suggèrent un matériau complètement différent* », indique Baden. Il ajoute que le corps a été déplacé vers l'infirmerie avant même l'arrivée des enquêteurs, ce qui est, selon lui, « *très inhabituel* ».

Une diversion médiatique et toujours aucune enquête

Certaines révélations vont encore plus loin. Selon le tabloïd britannique Daily Mail, qui cite des documents internes publiés dans le cadre des « *Epstein files* », une diversion aurait été organisée lors du transfert du corps. D'après une note d'entretien figurant dans ces fichiers, des agents pénitentiaires auraient placé des boîtes et des draps disposés pour imiter un corps humain dans un fourgon officiel. Ce véhicule, suivi par la presse, aurait permis de détourner l'attention, tandis que le véritable corps d'Epstein aurait été discrètement transféré dans un autre véhicule.

À ce jour, aucune heure de décès précise n'a été enregistrée, ce que Michael Baden considère comme une lacune majeure. Une note manuscrite a bien été retrouvée dans la cellule, mais n'a jamais été qualifiée de lettre de suicide.

Malgré la publication de plusieurs millions de documents par le département de la Justice, l'affaire reste classée. Le FBI et les autorités américaines continuent d'affirmer que Jeffrey Epstein s'est suicidé.

Russie.

La hausse record du prix de l'or permet à la Russie de compenser 96% de ses avoirs gelés par les pays occidentaux - RT 7 févr. 2026

Les réserves de change russes ont franchi un seuil historique début 2026. D'après les données publiées le 6 février par la Banque centrale de Russie, les avoirs du pays atteignent 833,6 milliards de dollars, dont 430,9 milliards en réserves monétaires et plus de 402,7 milliards en or. Le métal précieux représente désormais 48,3 % des réserves, un niveau jamais observé depuis janvier 1995. À l'époque, elles ne dépassaient pas 4,6 milliards de dollars, dont environ 2,5 milliards en or.

Cette progression spectaculaire s'explique par la forte hausse du prix de l'or sur les marchés internationaux. En un an, le cours a bondi de plus de 70 % à la bourse Comex de New York, atteignant 5 000 dollars l'once, avec un pic à 5 600 dollars fin janvier. Cette dynamique reflète l'instabilité géopolitique, l'inflation persistante et le recul du dollar.

Le virage vers l'or ne s'est pas improvisé. Dès 2014, la Banque centrale a réduit son exposition aux actifs occidentaux, au profit du yuan et du métal. Néanmoins, à la fin de 2021, environ 280 milliards de dollars étaient encore placés dans des institutions européennes ou nord-américaines. Ces fonds ont été gelés à partir de 2022 par décision des autorités occidentales.

Depuis, la Russie a réorganisé ses réserves autour du rouble, du yuan et de l'or, une structure pensée pour protéger l'économie des sanctions. « Cette structure assure une grande résilience budgétaire face aux chocs extérieurs », explique l'analyste Egor Zinoviev.

En parallèle, Moscou a introduit des mesures de réciprocité. Les investisseurs étrangers ne peuvent plus vendre de titres russes ni transférer de fonds hors du pays. Résultat : environ 280 milliards de dollars d'avoirs étrangers sont désormais gelés sur le territoire russe.

Le volume d'or physique détenu par la Russie est resté stable, autour de 2 300 tonnes, mais sa valeur a progressé de 270 milliards de dollars, compensant 96 % des avoirs gelés. « *Cela renforce la stabilité des réserves et réduit leur vulnérabilité face aux sanctions* », indique Alexandre Schneiderman, directeur des ventes chez Alfa-Forex.

Cette évolution s'inscrit dans une tendance mondiale. La part du dollar dans les réserves internationales est passée de 58 % en 2016 à 40 % début 2026. Dans le même temps, l'or est passé de 16 à 28 %, dépassant désormais l'euro, le yen et la livre sterling réunis.

Le vice-ministre russe des Finances, Alexeï Moïsseïev, juge ce basculement révélateur. « *Si le dollar n'est plus la référence, alors l'or s'impose comme alternative naturelle* », affirme-t-il.

Conseiller du président centrafricain : contrairement à Paris, Moscou respecte la souveraineté de la RCA - RT 8 févr. 2026

Dmitri Podolsky, héros de la Russie et conseiller du président de la République centrafricaine en matière de sécurité, a accordé La Grande interview à la journaliste de RT en français Daria Vaganova, au cours de laquelle il a expliqué comment le gouvernement de ce pays africain a réussi à reprendre le contrôle de tout le territoire autrefois occupé par les combattants, grâce notamment à l'aide de la Russie.

« *En plus de la formation que nous offrons, nous travaillons avec nos alliés afin qu'ils se rendent compte que nous ne faisons pas que les abreuver de paroles et de démonstrations, mais que nous œuvrons effectivement à leurs côtés* », a-t-il déclaré, soulignant que contrairement à d'autres, « *en particulier les Occidentaux* », la partie russe participe régulièrement à des opérations militaires conjointes avec l'armée de la RCA.

Il a noté que la stabilisation de la situation en Centrafrique était pratiquement achevée et que l'accent serait désormais mis sur le développement économique et social du pays. Il a néanmoins affirmé qu'il fallait renforcer le potentiel militaire pour résoudre les difficultés liées à la fermeture des frontières et à leur sécurité.

Le conseiller du président de la RCA a souligné la différence entre l'approche de la Russie et celle des pays occidentaux sur le continent africain. « *La Russie travaille sur le long terme. Les Occidentaux, quant à eux, sont plus intéressés par l'extraction des minerais dont ils ont besoin. La Russie entreprend des actions plus larges, que ce soit dans le domaine militaire, mais aussi dans celui de l'industrie, de la formation, du social, du développement du pays dans son ensemble* », a-t-il noté.

Dans le cas de la RCA, selon Dmitri Podolsky, les facteurs externes sont la cause profonde de l'instabilité dans la région. « *C'est la France qui aimerait, par des moyens militaires ou pacifiques, remettre la main sur une colonie qu'elle a possédée pendant des siècles et qu'elle a perdue* », a-t-il noté, ajoutant que depuis le début de l'aide apportée par la Russie, les gens ont remarqué la différence. « *La Russie respecte la souveraineté du pays* », a-t-il affirmé.

La Russie conclut avec succès la Grande expédition africaine - RT 7 févr. 2026

La Russie a achevé avec succès une mission maritime sans précédent dans l'histoire récente de son secteur de la pêche. Initiée en août 2024 après le sommet Russie-Afrique de 2023, la Grande expédition africaine a mobilisé deux navires de recherche, l'Atlantida et l'Atlantniro. Pendant un an et demi, ces bateaux ont parcouru les eaux de six pays africains : le Maroc, la Mauritanie, la Guinée-Bissau, la Guinée, la Sierra Leone et le Mozambique.

Leur mission : évaluer les stocks de poissons dans les eaux territoriales de ces États. Avec plus de 76 000 milles nautiques parcourus – soit trois fois le tour de l'équateur – les équipes scientifiques ont mené 16 études sur le terrain, incluant des observations en mer et des opérations avec des filets. Les analyses ont porté sur la quantité de petits poissons vivant en banc, comme la sardine, le maquereau ou le chinchard. Les résultats obtenus au large du Maroc, par exemple, estiment ces stocks à près de 2 millions de tonnes en 2025, contre 1,5 million en 2019. En Mauritanie, les quantités sont plus de deux fois supérieures à celles de 2012.

Ces données scientifiques sont désormais appelées à jouer un rôle clé dans l'organisation d'une pêche bien encadrée. Le vice-Premier ministre russe, Dmitri Patrouchev, a souligné que « *les données recueillies permettront d'assurer une pêche durable, efficace et respectueuse de l'environnement* ». Il a également salué cette expédition comme une démonstration du rôle de la Russie en tant que grande puissance maritime, engagée pour la sécurité alimentaire mondiale.

Les retombées ne se sont pas fait attendre. Un accord a été conclu en 2025 avec le Maroc pour renforcer la présence du secteur de la pêche russe dans sa zone atlantique. Le quota annuel de pêche attribué à la Russie dans la zone atlantique du Maroc pourrait ainsi passer de 60 000 à 90 000 voire 100 000 tonnes, principalement sur des espèces très consommées comme le maquereau et le chinchard. Selon Ilya Chestakov, directeur de l'Agence fédérale russe de la pêche (Rosrybolovstvo), « l'expédition ne représente pas une fin, mais le début d'un nouveau cycle de coopération ».

Au-delà des recherches, cette mission marque aussi un tournant stratégique dans les relations entre la Russie et plusieurs pays africains. En 2025, la première réunion entre la Russie et la Sierra Leone sur la pêche a permis à ce pays d'accorder à la Fédération de Russie un quota de 40 000 tonnes et l'accès à ses eaux pour 20 navires. Dans le même temps, un accord de coopération scientifique a été signé avec le Mozambique.

Cette dynamique a également permis de rétablir des liens étroits entre les centres de recherche russes et africains, posant les bases d'une collaboration durable.

Russie : plus envie de croire en la bonne volonté américaine - RT 13 févr. 2026

La Russie durcit le ton face aux États-Unis, alors que «l'esprit d'Anchorage» rejoint petit à petit celui de Minsk. Pour Karine Bechet, les efforts de paix de la Russie ne rencontrent que l'hypocrisie de l'Occident.

- Après la rencontre entre les présidents américain et russe en Alaska à l'été 2025 dans la base militaire américaine d'Anchorage, un espoir de détente s'est fait sentir dans certains milieux. Trump ne cessait de parler de paix, Poutine espérait trouver en lui un homme d'État capable de faire passer l'intérêt général du monde de revenir à des relations inter-étatiques pacifiées au-dessus de l'intérêt guerrier des Atlantistes.

Mais comme l'a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères dans une récente interview à TV BRICS, les États-Unis renoncent à « *l'esprit d'Anchorage* » et à la normalisation de la collaboration avec la Russie : « *Pour l'instant, dans les faits, tout semble aller à l'inverse : de nouvelles sanctions sont imposées, une « guerre » est menée contre les pétroliers en haute mer, en violation de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. On tente d'empêcher l'Inde et nos autres partenaires d'acheter de l'énergie russe bon marché et facilement accessible (l'Europe est exclue depuis longtemps) et on les oblige à acheter du gaz naturel liquéfié américain à un prix exorbitant.* ».

Cela n'entre pas dans la logique alors affirmée d'une restauration des relations commerciales entre les deux pays. Ce qui, selon Lavrov, avait fortement surpris Poutine : « *Les sanctions sont toujours en vigueur. De plus, pour la première fois, de nouvelles sanctions, très sévères, ont été imposées à nos deux plus grandes compagnies pétrolières, Lukoil et Rosneft. Cela s'est produit quelques semaines après la réunion d'Anchorage. Le président [de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine] a été surpris.* »

Sur la question ukrainienne, l'évolution est la même. Alors qu'un accord de principe avait été trouvé entre les deux présidents, aucune avancée réelle, aucune stabilité dans la parole donnée n'en ont découlé, et les Européens modifient, avec les Américains, les exigences en permanence : « *Et ils sont encore en train de le "retravailler". Quand nos collègues américains passent nous voir, on a l'impression qu'ils veulent encore des concessions de notre part.* ».

Comment collaborer, lorsque les accords atteints sont remis en cause avant même d'être ratifiés ? Cela est impossible.

La Russie, par exemple, n'était pas a priori contre une participation au Conseil de paix de Trump. En tout cas, avec l'utilisation des actifs gelés aux États-Unis et pour la reconstruction de Gaza. Mais aucune réponse n'a été apportée en ce qui concerne les actifs et in fine ce Conseil prétend à une compétence universelle, qui n'a plus rien à voir avec la version initiale.

La Russie, ainsi que la Biélorussie, ont donc écarté leur participation à la première réunion. Moscou continue à examiner la question de sa participation, puisque le changement du champ d'action de ce Conseil soulève beaucoup de questions. Comme l'a déclaré Lavrov : « *Nous réévaluons actuellement notre approche du Conseil de paix, compte tenu des réticences de nombreux pays occidentaux et orientaux, y compris des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, face à cette idée.* »

La Russie n'a aucune illusion : Trump tente de reconfigurer avec ce Conseil de paix les mécanismes de la diplomatie internationale, afin de se créer un instrument sur mesure. Et il a besoin de la

Russie. Non pas pour réellement coopérer et pouvoir régler sur le fond les problèmes internationaux (le Conseil de paix n'apporte rien en la matière), mais simplement, comme le souligne à juste titre le représentant de la Russie à l'ONU, Vassili Nebenzia, pour légitimer et renforcer le poids de cette organisation créée par Trump personnellement.

Et nous en revenons toujours à la même question : quelle « *paix* » les Américains veulent-ils ? La Pax Americana. Rien manifestement n'a changé.

Mais la configuration internationale change. Le monde unipolaire, celui de la Globalisation, est remis en cause et pas uniquement par la Russie. Les États-Unis ont besoin de reprendre en main le processus en cours afin de déterminer ce nouveau Monde, qui lui succèdera inévitablement. Ce que par ailleurs affirme ouvertement le Secrétaire d'État américain Marco Rubio à la Conférence de Munich : « *Le monde change à une vitesse fulgurante sous nos yeux. L'ancien monde a disparu (...) et nous vivons une nouvelle ère géopolitique* ». Pour lui, cela implique de réévaluer les relations entre les États et le rôle que les États-Unis y joueront.

Interpréter ces paroles comme la reconnaissance d'un Monde multipolaire serait assez naïf. Nous restons dans la logique de la gouvernance américano-centrée, une réalité persistante au-delà des déclarations floues. Ainsi, alors que les États-Unis entretiennent une position très floue sur la question de la limitation des armes nucléaires, ils se préparent à entreposer des missiles de longue portée en Allemagne. Le ministère russe des Affaires étrangères a rappelé fermement, que la Russie développerait alors aussi ses capacités militaires dans la zone. Le contrôle américain de l'Europe et son instrumentalisation ne sont aucunement remis en cause.

Et contre qui ces missiles seraient-ils entreposés ? Contre la Russie, qui selon la Doctrine américaine de Défense nationale, ne représente pourtant pas un danger pour les États-Unis, mais pour le flanc oriental de l'OTAN. Or, l'OTAN est bien l'instrument des États-Unis, d'où ce renforcement militaire américain en Allemagne.

Ce qui met également court à l'idée d'un retour au Monde des nations en Europe sous l'impulsion américaine. Anchorage est mort-né. C'est un des fantômes de plus de la diplomatie américaine – et atlantiste.

Or, la Russie semble ne plus avoir très envie de faire semblant de croire en la bonne volonté américaine. Et c'est bien ce tournant, qui pourra avoir une influence directe sur la construction du « *Monde d'après* ».

J-C – Les Américains ne peuvent pas faire tourner à l'envers la roue de l'histoire, personne, par conséquent, ils négocieront les conditions de leur reddition que lorsqu'ils y seront contraints par la force des choses, quand ils devront admettre que la situation ne sera plus jamais à leur avantage, et qu'ils auraient tout intérêt à sauver les meubles avant qu'il ne soit trop tard, moment qui n'est pas encore arrivé semble-t-il.

Qu'est-ce qu'il faudrait pour qu'ils y soient acculés ? Je l'ignore, peut-être que la folie d'un ou plusieurs dirigeants européens - il ne manque pas de cinglés ou de fanatiques au sein de l'UE ou de l'OTAN, agressent la Russie au point de déclencher une guerre généralisée dont l'issue consacrerait la fin de l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale, ce à quoi ils ne tiennent pas vraiment.

La Première Guerre mondiale consacra l'hégémonie de l'empire britannique, la Seconde Guerre mondiale y mit un terme au profit de l'impérialisme américain, la suivante ou ce qui y ressemblerait, consacrerait celle de la Chine et ses alliés, conformément à la place qu'elle occupe au

sein de l'économie mondiale, car c'est à elle que reviendrait la charge d'assurer la survie du capitalisme, et soit dit en passant, tant pis pour ceux qui se figuraient que la Chine avançait vers le socialisme !

Venezuela.

J-C - Les Américains ne pouvaient se contredire et annuler unilatéralement toutes les mesures qu'ils avaient prises contre le régime chaviste depuis 25 ans, ou s'abaisser à pactiser du jour au lendemain sans raison valable avec celui qu'ils avaient désigné comme leur ennemi, Nicolas Maduro président du Venezuela.

Autrement dit, il fallait créer les conditions qui permettraient un tel rapprochement sans que les Américains soient humiliés ou aient eu l'impression de faire la moindre concession ou quémander quoi que ce soit aux Vénézuéliens, d'où le stratagème imaginé de l'enlèvement de Maduro et son épouse, qui marquerait le point de départ de nouvelles relations entre les deux pays, permettant aux deux protagonistes de s'en sortir à bon compte, en affirmant qu'ils en tireraient mutuellement des profits, le Venezuela en préservant sa souveraineté sur son pétrole, entre autres, tandis que les Etats-Unis se verraient octroyer des conditions avantageuses pour l'exploiter, un accord gagnant-gagnant en somme.

Pour comprendre ce qui se passe réellement, il faut avoir à l'esprit qu'au niveau de la consommation actuelle les Etats-Unis ne disposent plus de réserves de pétrole que pour 11 ans, il leur faut à tout prix assurer dès maintenant leurs arrières, 11 ans c'est très très court, c'est pratiquement demain !

Après avoir voulu nous faire croire que Delcy Rodriguez était une agent de l'impérialisme américain, histoire de lui faire endosser les concessions que le Venezuela devaient forcément accorder aux compagnies pétrolières américaines pour relancer la production, les Vénézuéliens n'en étant pas capables eux-mêmes financièrement et techniquement ou technologiquement selon le président Maduro, les Américains s'attribuent le mérite de venir en aide au Venezuela et à son gouvernement légitime présidé par Nicolas Maduro et Delcy Rodriguez.

Bref, vous n'avez pas l'impression que cette séquence arrange tout le monde. La réforme sur les hydrocarbures qui vient d'être adoptée avait été préparée par Maduro, il ne manquait qu'un prétexte pour l'appliquer. Ainsi personne dans le camp des chavistes ne pourra accuser Nicolas Maduro et Delcy Rodriguez d'avoir cédé au chantage ou aux pressions des Américains, la production de pétrole devrait augmenter considérablement, en revanche la répartition des dividendes sera moins avantageuse pour le Venezuela, c'était l'une des conditions imposées par les Américains, qui pourrait leur reprocher de leur avoir cédé, les Américains étaient en position de force, le gouvernement vénézuélien n'avait pas vraiment le choix.

Cela nous fait penser aux bolcheviks qui durent faire d'importantes concessions à l'Allemagne pour mettre fin à la guerre avec le traité de Brest-Litovsk signé le 3 mars 1918 qui amputait le territoire russe, ou encore l'adoption de la NEP en mars 1921 visant à dynamiser l'économie soviétique dévastée après quatre années de guerre impérialiste et trois années de guerre civile orchestrée par les puissances européennes, afin de sauver la révolution et l'Etat ouvrier, pour faire bref. C'est à une politique sensiblement comparable, que recourent les maoïstes pour accélérer le développement économique de la Chine à partir des années 70 et sortir de la misère des centaines de millions de travailleurs chinois et leurs familles.

En aparté, je ne suis pas certain que les autorités chinoises n'y aient pas pris goût et ne se soient pas détournés du communisme, car au lieu d'imposer leurs conditions aux Américains et leurs vassaux européens, ils collaborent plutôt à assurer la survie du capitalisme, au lieu de participer à son effondrement, mais c'est un autre sujet.

En visite au Venezuela, un ministre de Donald Trump veut rouvrir les vannes du pétrole - France 24/AFP 11 février 202

Le ministre américain de l'Énergie Chris Wright, en visite à Caracas, a promis mercredi 11 février une *"augmentation spectaculaire"* de la production de pétrole au Venezuela, jugeant l'embargo américain *"pour l'essentiel terminé"* et les relations entre les deux pays à *"un tournant"*.

Le responsable américain a prédit *"un changement absolument spectaculaire dans la trajectoire de cette nation, dans l'état des relations entre le Venezuela et les États-Unis, et dans les conditions économiques dans l'hémisphère pour le commerce et les échanges"*.

Delcy Rodriguez a pour sa part évoqué *"un partenariat productif à long terme (...) bénéfique pour les deux pays"*. *"Nous avons parlé avec beaucoup de franchise des énormes opportunités qui s'offrent à nous et de certains problèmes et défis"*, a déclaré le ministre. La présidente par intérim a, elle, souhaité que les États-Unis et le Venezuela trouvent *"à partir de leurs divergences historiques, la manière de continuer à avancer"*.

L'administration Trump veut que les grands groupes pétroliers américains reconstruisent rapidement le secteur et augmentent la production de plusieurs millions de barils par jour, affirmant que les deux pays se partageront les bénéfices.

Après sa rencontre avec Delcy Rodriguez, Chris Wright a déclaré à la presse que l'embargo américain sur le pétrole vénézuélien en vigueur depuis 2019 était *"pour l'essentiel terminé"*. Le Venezuela entend, grâce à sa réforme de la loi sur les hydrocarbures, augmenter sa production de brut de 18 % en 2026. Le pays a produit 1,2 million de barils par jour (b/j) en 2025, après un plus bas historique d'environ 360 000 b/j en 2020, mais encore loin des 3 millions extraits quotidiennement au début du siècle.

Venezuela : Comment le Venezuela affronte la spéculation. - Bolivar Infos 8 Février 2026

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/02/venezuela-comment-le-venezuela-affronte-la-speculation.html>

Cuba.

Cuba : Que cherchent réellement les États-Unis avec Cuba ? - Bolivar Infos 9 Février 2026

Interview de José Ramón Cabañas, directeur du centre de recherche de politique internationale (CIPi)

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/02/cuba-que-cherchent-reellement-les-etats-unis-avec-cuba.html>

L'aide humanitaire du Mexique arrive à Cuba, Chili et Russie promettent de l'assistance - AFP 13 février 2026

Deux navires de la marine mexicaine, le Papaloapan et l'Isla Holbox, chargés de plus de 800 tonnes d'aide humanitaire envoyées par la présidente de gauche mexicaine Claudia Sheinbaum, sont entrés en début de matinée dans la baie du port de La Havane, ont constaté des journalistes de l'AFP.

L'arrivée de cette aide humanitaire intervient alors que le Mexique tente de négocier une éventuelle livraison de pétrole à destination de l'île sans être sanctionné par les Etats-Unis, qui ont menacé d'imposer des droits de douane aux pays envoyant du carburant à Cuba.

Selon le gouvernement mexicain, les cargaisons, d'un total de 814 tonnes, comprennent notamment du lait liquide et en poudre, des produits carnés, des biscuits, des haricots, du riz et des articles d'hygiène personnelle. Plus de 1.500 tonnes de lait en poudre et de haricots sont encore en attente d'être envoyées.

La Russie, un allié de La Havane, doit envoyer "*bientôt*" à Cuba du pétrole à titre d'"*aide humanitaire*", a rapporté le quotidien russe Izvestia, citant des sources diplomatiques.

"*A notre connaissance, la Russie doit fournir bientôt du pétrole et des produits pétroliers à Cuba à titre d'aide humanitaire*", ont déclaré des diplomates de l'ambassade de Russie à Cuba non nommés, cités par le site du journal jeudi matin.

Au Chili, le ministre des Affaires étrangères, Alberto van Klaveren, membre du gouvernement sortant du président de gauche Gabriel Boric, a annoncé une "*aide financière*" à travers des "*organismes multilatéraux*".

Argentine.

Argentine: le Parlement se penche sur la réforme du droit du travail - RFI 11 février 2026

Baisser le cout du travail pour favoriser la formalisation de l'économie. Alors que 43 % des Argentins travaillent au noir, Javier Milei l'assure : sa réforme du marché du travail renforcera les droits des travailleurs, puisqu'elle vise officiellement à régulariser les travailleurs informels qui n'ont actuellement aucun droit.

Pour ce faire, la réforme réduit les risques et les coûts pour l'employeur. En outre, elle simplifie les licenciements, plafonne les indemnisations, autorise le fractionnement des congés, rogne sur les heures supplémentaires et prévoit des bénéfices fiscaux pour les entreprises qui régularisent leurs employés.

En donnant la priorité aux accords d'entreprises sur les accords de branche et en limitant le droit de grève, le texte affaiblit également les syndicats, un objectif revendiqué par le ministre de la Dérégulation, Federico Sturzenegger.

Alors que les sénateurs doivent commencer à examiner le texte en première lecture ce mercredi, la CGT, première centrale syndicale du pays, appelle à manifester devant le Congrès à Buenos Aires, avant, peut-être, une nouvelle grève générale dans les semaines à venir. RFI 11 février 2026

Argentine : le Sénat adopte la dérégulation du travail de Milei - Euronews 12 février 2026

Le vote n'a laissé aucune place aux demi-mesures : 42 sénateurs pour, 30 contre et aucune abstention.

Le projet de loi passe maintenant à la Chambre des députés, où il devra surmonter de nouveaux obstacles avant le 1er mars, date limite fixée par le pouvoir exécutif pour que la loi soit prête.

La froideur des chiffres cache des transformations qui affectent directement le porte-monnaie et la vie de millions d'Argentins. La journée de travail pourra être portée à 12 heures par jour grâce à un système de "*banques d'heures*" qui compensera les journées plus lourdes par des journées plus légères. Les vacances ne seront plus liées à l'été et pourront être fractionnées. Les salaires pourront être payés en devises étrangères, en nature, en nourriture ou en logement.

Mais le point le plus controversé est le Fonds d'aide au travail. Les entreprises contribueront à ce fonds à hauteur de 1 à 2,5 % des salaires, argent qui était auparavant versé à l'Anses pour financer les retraites. Le sénateur péroniste Mariano Recalde l'a carrément qualifié de "*scandale*" car, selon lui, il précarise l'emploi en subventionnant les licenciements et laisse le système de retraite sans fonds. Le gouvernement estime que cette mesure permettra d'injecter quelque 4 milliards de dollars par an sur le marché des capitaux.

Les syndicats sont également affaiblis. Les conventions collectives nationales perdent du poids face aux accords individuels d'entreprise et, si elles ne sont pas renouvelées, elles deviennent automatiquement inefficaces. Pour déclarer une grève dans les services essentiels tels que la santé, l'éducation ou les transports, 75 % des services doivent être garantis. Dans des secteurs comme la banque ou l'industrie, le minimum sera de 50 %.

Pendant que les sénateurs débattaient, la Plaza del Congreso s'est transformée en champ de bataille. Ce qui a commencé comme une manifestation pacifique de milliers de personnes a dégénéré en affrontements lorsque certains manifestants ont jeté des pierres et des cocktails Molotov sur les barrières de sécurité. La police a réagi en utilisant des gaz lacrymogènes, des jets d'eau et des balles en caoutchouc.

La CGT et d'autres syndicats avaient appelé à la mobilisation dans un pays où 38 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et où l'informalité du travail atteint le chiffre record de 43 %. Euronews 12 février 2026

Japon.

Au Japon, Sanae Takaichi remporte une “victoire écrasante” et historique - Courrier international 8 février 2026

Le décompte des voix est encore loin d’être terminé, mais depuis Tokyo, le Japan Times n’hésite pas à anticiper le verdict. *“Le Parti libéral-démocrate de la Première ministre Sanae Takaichi a remporté une écrasante victoire lors des élections législatives de dimanche”*, annonce ce média anglophone qui relaye les premières projections à l’heure de la fermeture des urnes. Celles-ci, *“indiquent que le parti augmentera considérablement son nombre de députés, qui devrait être, in fine, entre 274 et 328”*. Ce serait largement plus de la majorité absolue à la chambre basse pour laquelle il faut obtenir au moins 233 sièges.

Le Parti libéral-démocrate (PLD, droite) qui disposait de 198 sièges avant ces élections, *“pourrait obtenir à lui seul les deux tiers des sièges à la Chambre basse s’il remportait au total 310 sièges ou plus, dénombre ensuite le quotidien nippon. Cela permettrait essentiellement à la coalition dirigée par le PLD de surmonter les difficultés liées à son absence de majorité à la Chambre haute”*.

Les partisans de de Sane Takaichi ne disposent pas aujourd’hui de la majorité absolue dans l’autre branche du Parlement japonais, mais si elle venait à obtenir les deux tiers des sièges dans la chambre basse, *“cela lui permettrait d’adopter tout de même des projets de loi rejetés par la chambre haute”*. Courrier international 8 février 2026

Inde.

Lavrov dément toute rupture énergétique entre Moscou et New Delhi, malgré les affirmations de Trump - RT 11 févr. 2026

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, affirme que l’Inde n’a jamais confirmé l’arrêt de ses achats de pétrole russe. Selon lui, seul Donald Trump a évoqué un tel retrait, sans que New Delhi ni le Premier ministre Narendra Modi ne valident cette information. Il insiste sur la stabilité des accords énergétiques bilatéraux.

J-C - Je confirme, hier 96,26 roupies le litre d’essence à la pompe à Pondichéry, prix inchangé depuis des années.

Soudan.

J-C - Pourquoi vous arrêtez-vous sur cette info ? Pour montrer qu’il n’y a pas que les Américains et les Israéliens qui interviennent militairement dans d’autres pays au côté de rebelles armés pour déstabiliser des Etats, rébellion armée par Israël ou ses alliés du Golfe pour le compte de Washington.

Éthiopie : des camps d’entraînement liés aux miliciens soudanais révélés par des images satellites - RT 10 févr. 2026

L'Éthiopie abriterait, dans l'ouest du pays, un camp secret destiné à former des milliers de combattants pour les Forces de soutien rapide (RSF), groupe paramilitaire engagé dans la guerre civile au Soudan, selon des informations recueillies par Reuters auprès de plusieurs sources sécuritaires, diplomatiques et gouvernementales. Cette installation constituerait l'un des premiers indices directs d'une implication éthiopienne dans ce conflit, qui s'étend progressivement au-delà des frontières soudanaises.

D'après huit sources citées par l'agence, dont un haut responsable éthiopien, la construction du camp aurait été financée par les Émirats arabes unis, qui auraient également fourni des instructeurs militaires et un soutien logistique. Reuters précise toutefois ne pas avoir pu vérifier de manière indépendante l'implication d'Abou Dhabi ni la finalité exacte du site. Contacté, le ministère émirati des Affaires étrangères a affirmé ne pas être impliqué dans les hostilités au Soudan.

L'enquête s'appuie sur une quinzaine de sources familières de la construction et du fonctionnement du camp, ainsi que sur l'analyse d'images satellites montrant des travaux récents dans la région isolée de Benishangul-Gumuz, près de la frontière soudanaise. Selon un document interne des services de sécurité éthiopiens consulté par Reuters, environ 4 300 combattants des RSF y suivaient une formation début janvier, avec des équipements et des fournitures logistiques attribués aux Émirats.

Toujours selon ces sources, les recrues seraient majoritairement éthiopiennes, mais aussi originaires du Soudan et du Soudan du Sud. Certaines auraient déjà été envoyées combattre dans l'État du Nil Bleu, devenu un nouveau front du conflit.

Le site, situé à une trentaine de kilomètres de la frontière, aurait commencé à prendre forme dès avril, avec des opérations de déboisement, avant de s'étendre à partir d'octobre avec l'installation de tentes et de structures métalliques. Des images satellites montrent un camp capable d'accueillir plusieurs milliers de personnes, avec une activité accrue ces derniers mois.

Parallèlement, l'aéroport d'Asosa, à une cinquantaine de kilomètres, fait l'objet de travaux importants depuis 2025. Des hangars, des zones aménagées près de la piste et ce qui semble être une station de contrôle de drones y ont été identifiés par des experts. Selon des sources sécuritaires, ces infrastructures pourraient servir de centre d'opérations aériennes dans l'ouest du pays, notamment en lien avec la situation au Soudan. RT 10 févr. 2026